



Grèce : Notre avenir s'écrit-il à Skouries?

Par [Véronique Laurent](#)

Mondialisation.ca, 18 octobre 2019

[Axelle Mag/CADTM](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#), [Environnement](#)

En décembre 2018, Maria Kadoglou, militante grecque contre la mine d'or Eldorado et membre de l'Observatoire d'activités d'extraction était de passage en Belgique pour témoigner de son combat. Les journalistes d'*Axelle Mag* en ont profité pour la rencontrer et en savoir plus.

Cet article de Véronique Laurent est paru initialement dans le hors-série d'Axelle « Sauver la planète : les femmes aux manettes », juillet-août 2019. Voir le site d'*Axelle Magazine* : <https://www.axellemag.be/>

Sommaire

- [La vente forcée](#)
- [D'or et d'arsenic](#)
- [Jusqu'où ira la répression policière ?](#)
- [Extraction... fiscale](#)
- [Une rébellion qui change la vie](#)

La région de la Chalcidique, au nord de la Grèce, lutte depuis des années contre l'exploitation de ses mines d'or à grande échelle, qui entraîne la destruction de la forêt de Skouries, sol, eau et air. L'opposante Maria Kadoglu déplie les enjeux, complexes, et souligne la résistance emblématique des femmes dans ce combat hors norme.

Un dimanche de décembre, cheveux argent, yeux fatigués, Maria Kadoglu raconte. La veille, elle animait une soirée bruxelloise de projection du documentaire *Eldorado. The Struggle for Skouries* [1] (« Le combat pour Skouries »). La militante parle d'épuisement après vingt années de combat que les entreprises capitalistes – ici la Canadienne Hellas Gold, filiale d'Eldorado Gold –, soutenues par l'Union européenne et les gouvernements, mènent contre les populations pour installer leurs industries destructrices. Et « *si Skouries passe, qu'est-ce qui pourra arrêter la folie extractiviste ?* »

En Chalcidique, paradis touristique, l'exploitation minière souterraine existe depuis plus de deux mille ans, « *mais Hellas Gold veut creuser, au sommet de la montagne d'où vient toute l'eau de la région, une mine d'or à ciel ouvert.* » Passer à un niveau supérieur, en somme, alors que l'exploitation a déjà commencé, forêt balafmée sur des centaines d'hectares, cours d'eau comblés ; de précieuses ressources naturelles qui font vivre les habitant·es depuis des millénaires.

La vente forcée

L'engagement de Maria Kadoglu remonte à 1997. Première victoire en 2002 : le gouvernement refuse le permis environnemental à une entreprise canadienne, déjà. L'État

rachète la concession, mais la revend dix ans plus tard à Hellas Gold pour 11 millions d'euros (valeur estimée : 400 millions), contre la promesse, jamais réalisée, de créer 1.600 emplois directs et 5.000 indirects. Dans une Grèce exsangue, pour certain·es, c'est une aubaine.

Personne ne se soucie de l'environnement, de la santé, des humains... juste du développement économique

Aux élections de 2015, portée par les promesses environnementales d'Alexis Tsipras, toute la région vote pour le petit parti de gauche, Syriza. Mais la Grèce croule sous une dette publique phénoménale ; la troïka (Banque centrale européenne, Fonds monétaire international et Commission européenne) lui impose de vendre ses biens publics (voir axelle n° 202). « *La Grèce est un exemple de ce qui pourrait arriver dans un tas d'autres pays, explique dans le documentaire Eldorado la professeure de sociologie Saskia Sassen. La fameuse « assistance » financière est en fait un moyen d'intervenir dans les économies gouvernementales et de les redessiner selon les besoins des entreprises.* » La politique économique européenne encourage de plus à exploiter les ressources naturelles, sans processus démocratique impliquant le consentement des populations concernées. « *Ça devrait être un thème de débat pour toute l'Europe !* », fait valoir Maria Kadoglu.

D'or et d'arsenic

Au prix d'années de luttes, les opposant·es à la mine ont réussi à obtenir juridiquement son blocage. Dans le projet, seuls 2 % de la roche extraite seraient exploités, les 98 % restants, des « déchets », seraient entreposés dans deux immenses barrages. Le rapport technique plein d'incohérences fourni par Eldorado Gold mentionne tout de même des conséquences « *majeures, permanentes et irréversibles* » : forêt primaire détruite, écosystème modifié, etc. Hellas Gold est, de plus, incapable de prouver que sa méthode d'extraction pour obtenir de l'or pur être mise en œuvre sans rejet de presque 10 % d'arsenic dans les terres. L'arsenic s'évaporerait dans l'air, mettant la santé des travailleurs/euses et des habitant·es en danger – le niveau maximal sanitaire ne doit pas dépasser 0,5 %...

Actuellement, des permis d'exploitation d'autres sites proches continuent à être signés, indice inquiétant, tandis que le blocage de Skouries vacille sous les menaces d'Hellas Gold de suspendre toutes ses activités en Grèce. Et l'opposition met la pression, accusant le gouvernement de donner un mauvais signal aux investisseurs. Maria Kadoglu : « *Personne ne se soucie de l'environnement, de la santé, des humains... juste du développement économique.* » De leur côté, les ouvriers, inquiets pour leur boulot, protestent ; la population se divise, parfois jusqu'au sein d'une même famille.

Jusqu'où ira la répression policière ?

Pendant son passage en Belgique, Maria s'est jointe à une manifestation des gilets jaunes, cadencée par les forces de l'ordre, un scénario qu'elle connaît. « *Plus aucun pays n'est à l'abri. La répression est de plus en plus forte.* » À Skouries, depuis des années, les forces de police agissent comme une compagnie de sécurité privée, gardant la mine 24h/24, financées pourtant par les impôts des citoyen·nes. Flagrant conflit d'intérêts, Hellas Gold déclare même sa fierté de fournir la police locale en moyens financiers et en matériel...

Dernier rebondissement : le gouvernement grec a mandaté une cour d'arbitrage pour examiner si l'étude technique d'Hellas Gold était réellement en violation avec le respect de

l'environnement. Cet arbitrage relève d'un jeu de dupes, institué en dehors des législations nationales, en dehors de l'observation publique et sans possibilité de faire appel. « *Il est assez clair que, maintenant, Syriza veut que le projet continue. L'arbitrage est un moyen de sortir Hellas Gold de ses problèmes* », analyse Maria. Une procédure autorisée à la suite de la signature des accords de libre circulation des biens entre l'Union européenne et le Canada, le CETA : les entreprises peuvent désormais poursuivre les États si elles estiment qu'elles souffrent de pertes inattendues, même si ces pertes sont dues à des décisions de protection de l'environnement.

Extraction... fiscale

Un autre scandale ? L'entreprise ne paie aucune taxe en Grèce, grâce à un système d'optimisation fiscale dont la frontière avec l'évasion fiscale se révèle extrêmement mince. Les profits d'Eldorado Gold sont passés de 8 millions en 2009 à plus de 607 millions en 2015. Et si l'exploitation de l'or pur démarre, le trésor souterrain vaudrait 20 milliards d'euros.

Sur son blog [2], Maria Kadoglu a consigné toutes les étapes de ces longues années de résistance. Ses écrits sont une source d'information capitale, alors qu'un incroyable silence médiatique (à part quelques médias alternatifs) entoure, depuis 2011, les mobilisations pourtant massives malgré la crise contre le projet d'extraction aurifère à grande échelle. « *Quand ils couvrent, les médias nous présentent comme des terroristes.* » Peu surprenant lorsque l'on sait que la société grecque Aktor, qui possède 5 % de la mine, appartient à la famille Bobolas, également actionnaire de la première chaîne de télévision grecque et propriétaire de nombreux journaux et sites d'information.

Dans une société assez conservatrice, la prise de conscience politique et la participation active au mouvement de protestation sur des longues périodes ont changé la vie des femmes

Le blog de Maria concentre nombre d'articles relatant marches de protestation de femmes devant des rangées de policiers casqués et armés [3], des opérations de militantes qui s'enchaînent à la porte de la mine, qui signent des lettres ouvertes... Face à ces actions, la répression policière est souvent violente : pénalisation massive et stratégique, voire criminalisation des opposant·es. Plus de 400 personnes ont déjà été accusées, « *autant de drames familiaux et individuels, raconte Maria. Se battre contre la machine judiciaire demande des ressources financières et humaines énormes. Et si tu as une charge retenue contre toi et que tu es arrêté pour autre chose, tu vas en prison. Le droit de protestation est muselé. Ces événements se déroulent au sein même de l'Union européenne, et non dans un quelconque État dictatorial lointain !* » Une femme de Lerissos, principal village engagé, témoigne : « *Avant, on disait : « police = protection », « juge = justice », « TV = vrai ». C'est aujourd'hui une réalité virtuelle* », conclut-elle.

Une rébellion qui change la vie

Dans une société assez conservatrice, la prise de conscience politique et la participation active au mouvement de protestation sur des longues périodes ont changé la vie des femmes. « *Maintenant, tout le monde s'est adapté à cette nouvelle vie : leurs hommes se partagent les tâches ménagères, les grands-mères sont mobilisées, le village organise des séances de garde d'enfants en groupe, on fait la cuisine ensemble lorsqu'il y a des mobilisations et on se bat ensemble* », témoigne une autre habitante.

Le combat continue, mais le mouvement s'épuise. Dernier enjeu : les élections locales, régionales et européennes du 26 mai (le second tour des municipales s'est tenu le 2 juin) qui rebattent les cartes : le parti de gauche Syriza au pouvoir ayant été défait, le Premier ministre Tsipras a appelé à tenir des élections législatives anticipées. Les résultats au niveau local donnent un espoir de relance pour la résistance. Maria continue à sensibiliser à cette guerre d'un nouveau genre : ressources financières contre terre et habitant-es, au nom de la seule logique de croissance économique, aux conséquences incalculables. « *On veut juste rester ici, on veut juste pouvoir choisir notre futur* », martèle une habitante dans le documentaire Eldorado. « *C'est très difficile de rassembler les gens, termine Maria, ça prend un temps fou. Jusqu'à présent, ça a payé... Nous sommes ici pour prouver que rien n'est impossible.* »

Véronique Laurent

Notes :

[1] Un documentaire de Leopold Helbich et Wasil Schauseil. Trailer : <https://vimeo.com/242324186>

[2] www.antigoldgr.org

[3] www.youtube.com/watch?v=_a3ApW1iuWg&t=11s

La source originale de cet article est [Axelle Mag/CADTM](#)
Copyright © [Véronique Laurent](#), [Axelle Mag/CADTM](#), 2019

Articles Par : **[Véronique Laurent](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

